

# Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MARDI 1er AVRIL 1980 — No 63 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

## NETTOYEURS DU METRO : GREVE A PRES DE 100%

Contre les menaces qui pèsent sur leur emploi et pour l'augmentation de leur salaire, les nettoyeurs du métro, en majeure partie des immigrés, sont en grève. Ils organisent jeudi une journée de popularisation auprès des usagers



Lire page 5

## L'URSS utilise des gaz toxiques en Afghanistan

Le témoignage de Mike Barry

Lire page 8

## Afghanistan : nouvelles manifestations dans les villes contre l'occupant

Lire page 6

## Giscard : les doux yeux à la jeunesse

Lire page 4

## Mer du Nord : l'espoir a disparu

Les travaux de sauvetage autour de la plate-forme pétrolière « Alexander Kielland » ont cessé. Les espoirs de retrouver des rescapés à l'intérieur de la plate-forme ont disparu avec la constatation que l'eau avait envahi l'intérieur du bâtiment. Le bilan final est donc de 123 morts.

Lire page 7

## La colère verte : les paysans de la Haute-Saône dans l'action

Lire page 2

## Montpellier : 18ème jour de grève pour les facteurs

Lire page 5

## San Salvador : les tueurs tirent sur la foule : 15 morts

Environ 100 000 personnes écoutaient la messe prononcée à la mémoire de Monseigneur Romero, assassiné il y a quelques jours, quand des tirs d'armes ont commencé. Aussitôt des corps se sont effondrés et la panique s'est emparée de la foule. Il y aurait eu une quinzaine de morts. Un nouveau crime a ajouté à ceux commis au cours de ces dernières semaines par les forces qui tentent par tous les moyens de s'opposer à la montée du mouvement populaire.



Lire page 6



Les luttes et manifestations de paysans se multiplient ces jours-ci dans tous les coins de France. Résultat d'une situation qui se dégrade chaque jour un peu plus. Nous publions aujourd'hui une correspondance qui nous vient de Haute-Saône et qui explique la situation faite aux producteurs de lait, majoritaires dans cette région. Notre correspondant évoque aussi la question de la terre qui échappe à la culture, un problème que rencontrent bien des paysans dans d'autres régions aussi.

Il y a quelques années, la Haute-Saône a connu, comme beaucoup d'autres régions, des luttes paysannes marquantes, surtout autour du problème du lait. C'est en effet sa principale production agricole, qui est surtout transformé en emmental. Aux problèmes des producteurs de lait et de l'ensemble des petits paysans créés par la politique de notre bourgeoisie, s'ajoutent des problèmes spécifiques à la région : niveau de production relativement faible, problèmes liés à la transformation du lait en fromage, mévente des fromages de l'Est Central (Emmental et Comté). Ce lait est payé à un prix infé-

rieur à 1978, les décisions de Bruxelles entament encore plus la paie du lait (taxes, limitations des prix...). Alors le ton monte, et le mécontentement fait place à la colère.

En Haute-Saône, ça a d'abord commencé à la fin de l'année dernière. 50 agriculteurs du CDJA interviennent le 26 novembre 1979 dans une réunion du CIL (1), pour appuyer leurs revendications. Après 2 heures de palabres stériles, et devant le rejet total de leurs propositions, les agriculteurs quittèrent les lieux en rappelant leur détermination à utiliser les moyens syndicaux qui s'imposent pour

## Paysans de Haute-Saône

# « Assez de l'aumône, nous exigeons un salaire ! »

faire aboutir leurs revendications.

### VENTES DIRECTES DE LAIT

Cette année, dès le 17 janvier, les agriculteurs du CDJA repassent à l'action : une vente directe de lait est organisée au marché hebdomadaire de Vesoul. Le stand surmonté de banderoles dénonçant l'augmentation importante des coûts de productions ainsi que la baisse du prix du lait, connaît un vif succès : une équipe sillonnait la ville à bord d'un « camion-sono », une autre parcourait le marché tout en distribuant des tracts expliquant la situation

n'acceptent pas de faire les frais d'une crise dont ils ne sont pas responsables, et qu'ils refusent l'aumône qu'on leur verse.

D'autres ventes de lait ont été organisées les jeudis suivants, avec un succès variable suivant le temps ; mais le CDJA tire un bilan positif de ces actions.

### MESURES D'INTIMIDATION

Bien sûr, la répression ne s'est pas faite attendre : plusieurs brigades de gendarmerie furent mobilisées. Pour ne pas leur faire perdre de temps, une quarantaine

« Ces mesures d'intimidation ne doivent pas nous faire reculer, déclare le CDJA, nous avons prouvé que si nous restons unis et déterminés, le rapport de force est en notre faveur. »

« Le passé prouve que l'action syndicale gagne toujours, restons mobilisés sur nos revendications. »

- « Nous exigeons :  
 - l'arrêt immédiat des pénalités butyriques (1), et le retour obligatoire au prix de base défini par le CIL ;  
 - le paiement d'une prime gruyérable (!) ;  
 - la reprise des négociations sur la répercussion de la dévaluation du franc vert (1,5 %) ;

ses de la situation et des propositions de lutte divergentes entre d'une part, la FDSEA et la FDPL, et d'autre part le CDJA : d'un côté un appel « déterminé » aux pouvoirs publics la référence à Jeanne d'Arc et la conspuation des Anglais, de l'autre des mots d'ordre de lutte et cette inscription sur une banderole : « Paysans français ; paysans de la CEE victimes des pouvoirs politiques ».

On craignait pour la préfecture bien gardée par les CRS ; mais les manifestants se sont contentés de plaquer quelques affiches sur la pharmacie du député maire de Vesoul. Alors mē-



## En marge du lait, les sapins

Les Vosges sont réputées pour leurs immenses forêts de résineux. Pourtant, dans les Vosges saonaises, le fond des vallées et les plateaux cultivables ont fait vivre, tant bien que mal, bon nombre d'agriculteurs. Mais la région ne se prête pas à l'intensification de la culture et de l'élevage, alors que Belfort Sochaux offrait tout près de là des milliers d'emplois. L'agriculture disparaît au fur et à mesure des départs à la retraite ou des cessations d'activité des paysans ; et les friches, les plantations de sapins et les constructions neuves (les citadins sont nombreux à venir le week-end) les remplacent. Cela n'arrange pas les agriculteurs qui restent, qui voient leurs terres cultivables peu à peu grignotées ; et une parcelle bâtie ou boisée est définitivement perdue pour la culture. Ce qui est plus grave encore, c'est que cela fait monter les prix des terres, les mettant hors de portée des petits paysans. Alors, un matin 150 jeunes agriculteurs sont venus enlever symboliquement les jeunes sapins plantés sur deux parcelles en violation à la législation sur le boisement. Ils voulaient montrer leur détermination à ne pas laisser partir les terres agricoles, et exiger une réelle protection contre les boisements abusifs.

Si cette action n'a pas été du goût de tout le monde, (ce qui ne surprendra personne), elle a fait beaucoup parler d'elle, et reste dans la mémoire de ceux qui connaissent cette région...



Le 26 novembre 1979, 50 agriculteurs du CDJA intervenant dans une réunion du CIL...

des producteurs de lait. Avant midi, il ne restait plus rien des 800 litres apportés pour l'occasion. Mais ce fut un succès surtout par les discussions que les agriculteurs ont eues avec les ménagères et les travailleurs. Ceux-ci par cette action populaire y trouvaient aussi leur compte, puisqu'ils achetaient le litre de lait beaucoup moins cher que d'habitude : le prix était fixé symboliquement à 1,38 F, prix qui était la base de revendication pour la campagne 1979-80, et qui correspond à une rémunération du producteur au niveau du SMIC. Mais déjà ce prix de base se situerait actuellement autour de 1,45 F le litre. D'avril 1979 à mars 1980, les producteurs n'ont touché en moyenne... que 1,01 F par litre. Certains d'entre eux ont moins touché en janvier 1980 qu'en janvier 1978 !

Pendant cette vente directe de lait, plusieurs groupes de jeunes agriculteurs stoppaient les camions de ramassage de lait, et les immobilisaient en dégonflant les pneus. Cette fois, c'étaient les industriels qui étaient visés, afin de leur montrer que les agriculteurs

de paysans sont venus déposer dans une des gendarmeries, reconnaissant avoir bloqué un camion pour des raisons syndicales qu'ils développaient largement dans leur déposition. D'autre part un industriel, Marcellat, refusait de ramasser le lait de plusieurs producteurs qu'il soupçonnait d'avoir participé à l'action. L'inculpation de jeunes agriculteurs et du CDJA à propos de cette petite opération « coup de poing » s'ajoute à celles dues à l'arrachage de jeunes sapins et même à des collages d'affiches sur des arbres et à l'inscription de leurs revendications sur la chaussée : le CDJA est particulièrement visé, car le préfet sait que les jeunes agriculteurs ne s'en tiendront pas là, et cherche à les en dissuader.

« l'indexation des prix du lait sur les coûts de production. »

Pour cela, le 17 janvier était une étape décisive, mais ce n'était qu'une étape, nous ne nous démobilerons pas tant que nos revendications ne seront pas atteintes ! »

Une autre étape était constituée par la manifestation du 20 mars, à l'appel du CDJA, de la FDSEA et de la FDPL.

Lors de cette manifestation, 800 à 1 000 agriculteurs ont défilé en silence derrière un corbillard symbolisant la disparition d'un agriculteur par jour en Haute-Saône. On a pu remarquer une différence de ton, correspondant à des analy-

me que la FNSEA a décidé d'intensifier la riposte syndicale, qui pourrait déboucher sur une manifestation d'ampleur européenne, il est certain que les petits agriculteurs ne s'en tiendront pas là pour aboutir à leurs revendications.

Correspondant VESOUL

(1) Pénalité Butyrique, prime gruyérable : la production de lait pour le gruyère (emmental) est soumise à d'importantes contraintes : alimentation du cheptel uniquement à base de foin, hygiène poussée du troupeau et de la traite etc... Il faut en effet éviter que des ferments dits « butyriques » se trouvent dans le lait ce qui empêcherait la fabrication de l'emmental. Si le lait est « butyrique », les transformateurs, (fromagers) pénalisent les producteurs par des retenues sur la paie du lait (de 5 à 10c par litre). Les paysans, au contraire, réclament une prime correspondant au surcroît de travail et aux contraintes particulières dues à la production de lait « gruyérable ».



## Domène (Isère) : mobilisation autour des grévistes de la SDEN

Domène est une petite ville du Grésivaudan, à 10 kilomètres de Grenoble, où sont installées des papeteries et plusieurs usines métallurgiques. La SDEN est l'une d'elles. Elle appartient au groupe familial Exterton qui compte 17 usines, principalement autour de Grenoble.

Il y a 160 salariés à la SDEN dont 117 ouvriers, dont beaucoup sont des immigrés, espagnols, nord-africains. Ceux-ci sont en grève depuis le 6 mars pour le retour aux 40 heures. L'horaire actuelle est de 42 heures. Ils demandent également une progression de leur pouvoir d'achat et une

prime pour ceux qui font les 3 x 8. La grève est menée dans l'unité par les deux syndicats CGT et CFDT. Il faut préciser que la SDEN est la seule usine de Domène où il y ait une section CFDT.

Le 28 mars, les UL-CGT et CFDT de Domène appelaient les travailleurs de toutes les usines de la ville à débrayer pour apporter leur soutien à leurs camarades de la SDEN. Cette initiative unitaire a connu un large succès. A 11 heures, 300 travailleurs étaient réunis devant les portails de la SDEN. Après les prises de parole, des délégués de toutes les usines de Domène

ont rencontré le patron. L'un d'eux lui a déclaré en substance : « Si vous touchez à un seul des travailleurs de la SDEN, vous aurez tous les ouvriers de Domène face à vous ».

Chez les grévistes, le moral est au beau fixe. Depuis le 28 mars, ils bloquent les entrées et sorties de marchandises. Les chauffeurs de camions qui viennent prendre des livraisons repartent sans insister, quelquefois avec un mot d'encouragement. Des collectes de solidarité ont rapporté 6 500 F auxquels s'ajoutent 1 000 F du PCF et 500 F du PS.

CORRESPONDANT

## Les assassins d'Aldo Moro arrêtés ?

Vendredi, une opération policière de grande envergure a permis l'arrestation de 23 personnes, à Paris, Lille et Toulon.

D'importants stocks d'armes, d'explosifs, d'argent et de faux papiers ont été saisis à cette occasion. A Toulon, ce sont quatre personnes de nationalité italienne qui ont été arrêtées. Elles auraient reconnu leur participation au hold-up commis le 28 août dernier contre la perception de Condé-sur-Escaut, à proximité de Valenciennes.

Deux d'entre eux, Franco Pinna et Enrico Bianco, feraient partie des auteurs de l'assassinat d'Aldo Moro commis en mars 1978. Depuis cette date, ils étaient recherchés.

Les autres personnes arrêtées feraient partie du groupe dit « Action directe ». Celui-ci a revendiqué notamment la tentative d'as-

sassinat du ministre de la Coopération, Robert Galley, le 18 mars dernier.

Aux domiciles des personnes arrêtées des armes, six cents kilos d'explosifs et mille fausses cartes d'identité d'origine italienne ont été trouvées.

Il pourrait exister certains liens entre ce groupe dit « Action directe » et les « Brigades rouges ».

A de multiples reprises, nous avons eu l'occasion d'exprimer notre condamnation de telles méthodes terroristes. En France, jusqu'à ce jour, elles ne s'en sont prises qu'à des biens matériels. En Italie, par contre, elles se sont développées jusqu'à l'assassinat. De telles méthodes sont étrangères aux intérêts des travailleurs et parfois même ressemblent fort au fascisme.

Elles se revendiquent de la « violence révolutionnaire » sans y avoir aucun titre.

La seule violence révolutionnaire qui soit est celle qui s'appuie sur les travailleurs et le peuple, dans leur masse, pour faire face à la violence de la réaction. Les méthodes terroristes reposent sur le mépris du peuple, sur l'incapacité à se lier à lui. Elles conduisent leurs auteurs à l'isolement. On peut également s'interroger sur les motivations profondes de ceux qui impulsent de telles activités ainsi que sur la nature des forces qui se dissimulent derrière.

Comme toujours en de telles circonstances, le terrorisme fournit à la bourgeoisie l'occasion d'essayer de procéder à un amalgame avec les forces révolutionnaires. On peut craindre également que, sous couvert de lutte contre le terrorisme, il n'y ait une volonté d'étendre la répression au-delà.

Pierre BURNAND

Paris : une réunion-débat

## « La femme en Algérie »

L'Association de Solidarité franco-arabe organisait le 28 mars à Paris une réunion-débat ayant pour thème « La Femme en Algérie ». Deux films étaient projetés (« Assemblée Populaire Communale-Ecole de démocratie » de M. Bouamari et « Elles » de Ahmed Lallem) traitant tous deux d'une élite : une femme mariée et des jeunes étudiants.

Que de femmes, et de surcroît algériennes, à cette assemblée. Que de cris, que d'indignation, que de révolte en elles !

D'un côté l'Union Nationale des Femmes Algériennes (UNFA) soutenant inconditionnellement le gouvernement algérien et tous leurs écrits ; de l'autre, des

femmes revendiquant leurs droits au travail, à la parole, à disposer elles-mêmes de leurs corps.

Des questions aussi sur les luttes des femmes en Algérie (individuelles hélas), le code de la famille, régissant les droits et devoirs de chacun dans la famille, auxquelles l'UNFA répondait par exemple : « La polygamie (dans le code de la famille) est limité c'est un progrès pour nous ». C'est aussi un progrès pour elles que les causes du 2e mariage (et suivants) soient définies : « Stérilité de la femme, maladie chronique » ; précisant aussi que 1ère femme peut s'opposer au(x) mariage(s).

Oublieraient-elles aussi que des centaines de femmes ont manifesté en 1973

contre le code de la famille dit « progressiste » ?

Il faut qu'elles sachent que toutes les femmes présentes pour qui « c'était la première fois qu'elles s'exprimaient devant une assemblée » ne s'arrêteront pas là : De plus en plus les femmes algériennes réclament leurs droits bafoués par le gouvernement.

Elles s'organisent aussi bien en Algérie que dans l'émigration, en comités de femmes ou en comités « culturels » (à cause de la légalité).

Les femmes algériennes étaient des centaines en 1973, bientôt elles seront des milliers.

Une immigrée algérienne

Bayonne :

à la suite de la mort de deux jeunes Basques tués par la bombe qu'ils transportaient

## Arrestations dans les milieux abertzale

Mercredi deux jeunes militants nationalistes Basques ont été déshabillés par la bombe qu'ils étaient en train de placer sur la voiture de la femme du sous-préfet de Bayonne. L'attentat a été revendiqué par l'organisation nationaliste qui agit au Pays-Basque Nord : Iparretarrak. C'est la première fois que cette organisation clandestine, dont les objectifs sont la création d'un Etat basque « unifié (NDLR avec les provinces du Sud), socialiste et

indépendant », par la voie de la lutte armée, s'attaque à d'autres objectifs que les cibles économiques habituellement visées. C'est dire la stupeur qui a suivi la nouvelle de l'attentat dans la population y compris dans la fraction favorable aux idées nationalistes. Dans ces mêmes milieux, le geste des jeunes Basques est qualifié d'« action de désespoir » face à l'avenir qu'on prépare à la jeunesse de la région : « La situation économique est

plus mauvaise qu'ailleurs : chômage endémique, crise de la pêche, désertification des vallées de l'intérieur etc... » auxquels il faut ajouter l'oppression culturelle et linguistique qui se manifeste en particulier dans les obstacles mis par Paris, au développement des Ikastolas (écoles basques) qui permettent aux Basques, malgré l'absence de subventions de l'Etat, de se réapproprier leur langue et leur culture.

## En bref

### URSS

Vladimir Borissov, militant du mouvement des syndicats libres, a été arrêté jeudi à Leningrad et immédiatement interné dans un asile psychiatrique. Il avait déjà passé 9 ans dans un hôpital psychiatrique. Un autre militant des syndicats libres a également été arrêté et inculpé de « propagande antisoviétique », il risque une condamnation de dix ans de camps à régime sévère. Il s'agit de Mark Morozov qui avait été condamné précédemment à 5 ans d'assignation à résidence pour « diffusion de calomnies antisoviétiques ».

### EUZKADI

Vendredi à Renteria (Guipuzcoa), Juan Maria Ijurco et Maria del Carme Nillarremendi, connus pour leurs sympathies envers les « co-

mités pour l'amnistie » des prisonniers politiques basques ont été grièvement blessés par une bombe placée sous leur voiture.

### ARGENTINE

Le président de la Commission argentine sur l'énergie atomique a déclaré que les restrictions imposées par la nouvelle loi américaine sur l'exportation d'uranium pourrait amener son pays à chercher d'autres fournisseurs, parmi lesquels figurent la France, la RFA et l'URSS. Des représentants du gouvernement argentin viennent d'achever une série de négociations portant sur la coopération nucléaire avec l'URSS qui pourrait vendre de l'uranium enrichi à l'Argentine. C'est la première fois qu'une délégation d'un pays d'Amérique latine se rend à Moscou pour discuter ce type de contrat.

## Communiqué du comité de défense des étudiants étrangers de Lille III

Mardi 25 mars, deux cents étudiants étrangers de Lille III convoqués pour passer le test de connaissance du français ont boycotté, devant deux cars de CRS, l'épreuve, soutenus par d'autres étudiants et des enseignants. Ce test s'inscrit dans la procédure de pré-inscription qui renforce la circulaire Bonnet, selon laquelle les étudiants étrangers sont inscrits sur critère économique et politique. Par ailleurs, ce test a été instauré par une commission nationale composée de représentants des Affaires étrangères, de la Coopération et des Universités (décret Imbert). Les étudiants estiment que ce test et l'ensemble de ces dispositions portent atteinte à l'autonomie des universités et que, par ailleurs, ceci renforce le contrôle des étudiants étrangers. C'est pourquoi ils exigent que l'inscription des étudiants étrangers se fasse uniquement sur critères universitaires.

## Tchad : 70 000 habitants ont fui N'Djamena

Un cessez-le-feu est intervenu dimanche à N'Djamena entre les différentes factions armées qui se livrent une guerre sans merci depuis plusieurs jours. Il semble que ce cessez-le-feu ne tiendra pas, les différentes parties semblant décidées à venir à bout les unes des autres. 70 000 habitants de N'Djamena ont fui la capitale du Tchad ces derniers jours pour se réfugier au Cameroun.

Chaque jour,  
achetez le Quotidien du Peuple  
dans le même kiosque

Pour téléphoner au  
Quotidien du Peuple

205-51-10

## Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac  
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple  
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP  
Commission paritaire : 56 942  
Libeller les chèques à « Aujourd'hui Presse »  
Société Générale 200 208 66



## politique

Samedi au Bourget, Giscard «dialoguait» avec 5 jeunes sélectionnés par le «mouvement des jeunes giscardiens» cloturant ainsi la très gouvernementale «semaine de la jeunesse».

Le président aux ambitieux projets, a proposé de fêter le bicentenaire de 1789.

# Le dialogue présidentiel, nouveau gadget de Giscard

Comment élargir le « juste milieu » ? Telle est la question, qui, depuis le discours de Giscard à Lyon, résume l'objectif de la campagne électorale du président. Samedi 29 mars, à l'aéroport du Bourget, c'étaient les jeunes que Giscard avait dans le collimateur. Pas n'importe quels jeunes bien sûr : ni les immigrés de la deuxième génération ni les anti-Barre pas près de se laisser tenter par les leurreurs de la participation, ni ceux des lycéens en lutte contre Beullac.

Cependant, présidentielles obligent, Giscard ne pouvait se contenter, comme l'année dernière, de couronner sa « semaine de la jeunesse » par un discours-spectacle coproduit avec Santana. Cherchant à limiter « l'effet Balaivoine », c'est-à-dire le désintérêt d'une jeunesse « pour la politique politicienne » et celle de la droite en particulier, Giscard a joué du thème de la participation en politique. D'abord, en mettant en scène avec ses ministres un discours en forme de « dialogue avec les jeunes », ensuite en s'employant à intéresser ces jeunes à sa politique de consensus.

L'opération ne pouvait être intéressante pour Giscard qu'à condition de bien choisir thèmes et interlocuteurs, et assurer le maximum de publicité à l'initiative.

Le résultat ? Un curieux spectacle qui marie les emprunts maladroits aux shows à l'américaine et le ton sérieux du dialogue. Un rassemblement de fans de Giscard terminé par un récital Joan Baez, avec au passage cinq interventions sur les droits de l'homme, l'écologie, le travail à l'entreprise, la culture et les jeunes agriculteurs.

Sur les murs de la capitale, un Giscard souriant et la main tendue, invitait à voir, à l'aéroport du Bourget, le président «dialoguer» avec les jeunes. Cependant, pour participer à l'initiative généreuse du «Mouvement des jeunes giscardiens», une carte d'invitation était nécessaire.

En ce département fief du PCF, la CGT n'avait prévu qu'un rassemblement deux heures avant l'ouverture, mais sait-on jamais ? Une fois franchi le cordon des messieurs, à blouson blanc et talkie-walkie, vous voilà à 14 h dans un vaste hangar du musée de l'air : podium désert, des rangées de tables à moitié vides et au fond deux buvettes et un marchand de nougats. Les premiers rangs sagement assis s'absorbent dans la lecture de la feuille-programme, au fond on en fait des avions. De ci, de là

quelques porteurs de banderoles. Et pendant plus de 3 heures rien d'autre que des flots de musique pop, interminable entracte avant le spectacle.

### UN DIALOGUE ECRIT D'AVANCE

Cette minable entrée en matière ne doit pas faire illusion : l'essentiel tient dans la partie télévisée. Les médias ont été mobilisés pour ce moment qui a été minutieusement préparé. D'abord par une campagne publicitaire d'état : l'intervention de Giscard vient clôturer la «semaine de la jeunesse» planifiée depuis des mois par une association spécialement créée à cet effet et riche d'un budget de 300 milliers de centimes.

Ensuite par l'entremise des jeunes giscardiens qui offraient voyage, repas et récital Joan Baez pour 30 F.

Avec en prime de l'argent de poche pour les touristes nécessiteux.

Enfin pour la partie dialogue tout a été improvisé d'avance. Les 5 interlocuteurs (voir encadré) ont été sélectionnés en deux temps : d'abord par le Mouvement des jeunes giscardiens, puis par les services ministériels. Toutes les interventions ont été discutées avec le conseiller technique de Giscard, restreintes à 4 minutes et écrites avant le grand jour. Des corrections ont été même apportées en dernière minute : ici pour remplacer dans le texte de la comédienne un «D comme démerde» mal seyant par un «D comme déprime», là pour supprimer la question trop directe de l'avocate de la LICRA sur la participation française aux Jeux de Moscou.

### LA PAROLE EST AU PRESIDENT

Pour être filtrées, les interventions n'étaient pas tout à fait insipides : de simples faire-valoir auraient nuit au président, de plus certaines phrases-choc, sonnantes bien la protestation vigoureuse, n'en servaient pas moins la cause de Giscard. L'agitation du thème des «droits de l'homme» par la responsable de la LICRA en était un bon exemple : un mot sur le goulag et l'Argentine pour proclamer «derrière chaque idéologie, un charnier», explication de la remise en cause des

droits acquis en occident par «le développement des sciences et des techniques». Giscard a beau jeu de rétorquer en proposant de «limiter les effets de l'informatique sur les libertés individuelles» et de faire jouer un rôle exemplaire sur le plan internationale à la France qui accueille tant de réfugiés du sud-est asiatique.

On pourrait en dire autant sur l'intervention sur les problèmes d'emploi et de qualification professionnelle qui a servi à amorcer un nouveau plaidoyer pour la participation. Interrogé par la sœur Huppert, Giscard a fait étalage de sa culture, et il a semé des promesses à l'intention des jeunes agriculteurs.

Quant au monsieur-écologie qui a parlé de «procédure d'enquête dénaturée à Plogoff», Giscard lui a répondu que «le choix du site n'avait pas été imposé par l'autorité centrale» mais par les assemblées d'élus régionaux.

Inutile de s'apaiser sur les duplex organisés avec des villes de provinces : celui de Fréjus a été supprimé, les autres ont servi à gommer les quelques aspects critiques des 5 interventions. Ainsi à Epinal, les apprentis, sages comme des images, s'interrogeaient sur le moyen de créer leur entreprise et les «écologistes» d'Azay-le-Rideau se sont inquiétés du passage d'une autoroute au travers des

terres tourangelles.

Ces cinq courtois échanges n'auront été troublés que par une seule question du trop ardent défenseur de l'environnement.

### L'APPEL A LA COLLABORATION

Concluant ce «dialogue» terminé au chronomètre, Giscard a déclaré improviser pour «être plus simple, plus direct», un discours programmatique général émaillé de petites envolées lyriques soigneusement préparées dont ils ressort quelques propositions démagogiques (accueillir 5 000 réfugiés supplémentaires en provenance du sud-est asiatique, saluer le bicentenaire de 1789 par une «fête mondiale pour la liberté», créer des sections d'emploi des jeunes dans les ANPE, organiser des rencontres entre élèves et chefs d'entreprises, lancer une radio-jeune Ile-de-France).

Propositions dérisoires en regard des problèmes effleu-

rés, mais le contenu des discours était secondaire, c'est la fonction de la prestation qui importait. Il s'agissait de toucher la banlieue des jeunes giscardiens, des «peu-politisés» préoccupés quand même par les menaces sur les libertés, l'environnement, l'emploi et de valoriser quatre thèmes chers à Giscard : France pays de la liberté de voter «comme on veut» et de la libre entreprise, «être présent» au rendez-vous de l'austérité, tenter d'assurer dans le monde «la coexistence entre idéologies, entre riches et pauvres», faire de la France un modèle d'unité nationale, de consensus fraternel.

L'important n'était pas de convaincre l'auditoire acquis à Giscard ou attiré par le voyage, c'était de faire passer sur les ondes l'image d'un président ouvert, plus libéral que tous et acclamé par des jeunes porte-drapeaux.

Didier DELORME

## La «jeunesse» du président

Quatre jeunes Français sur cinq habitent Paris et ont plus de trente ans. Pas un n'est ouvrier, ni employé, ni lycéen ou étudiant. Telles sont les statistiques qui se dégagent de l'examen du groupe des cinq interlocuteurs de Giscard. Cet «échantillon-Giscard» a été établi par cinq ministères :

- une avocate représentante de la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme, organisme guère à l'avant-garde dans la défense des immigrés (thème : les droits de l'homme).

- Le vice-président d'«Espace pour Demain», qui trouve Giscard plein de bonnes idées, (thème : l'écologie).

- Un charcutier chef promu par Stoléru délégué adjoint de l'Association pour la revalorisation du travail manuel (thème du travail à l'entreprise).

- Une comédienne, ancienne énarque (thème de la culture).

- Le président du CNJA, syndicat des jeunes agriculteurs rattaché à la FNSEA, membre du conseil économique et social, exploitant agricole aux revenus de cadre.

Tous se déclarent apolitiques, mais ont accepté avec le plus grand sérieux la tâche que leur assignait le président.

## Les jeunes avec Giscard ou pour Joan Baez ?

La salle est très jeune dans l'ensemble. De prime abord, la vue de tous ces jeunes assis entre les rangées de tables fait irrésistiblement penser à une gigantesque «permanence» de lycée : on attend bien sagement le discours de maître Giscard et passent entre les rangs des surveillants à cravate et gabardine beige. Cependant quelques actes d'impatience et la présence insolite de «cheveux longs» et blouson élimés parmi cette assemblée de «bonne tenue», incitent à y voir de plus près. Le ton étant au dialogue pourquoi ne pas interroger ces jeunes sur leurs motivations ?

Ma préférence va d'abord à «ceux du fond». Un lycéen de Kreuzwald — petite ville proche de la frontière allemande — m'explique qu'il s'est inscrit dans son CES où il a été prévenu par voie d'affiche. Il m'assure d'abord être venu pour écouter le discours et parce que «30 F ce n'est pas cher». Comme j'insiste sur le plaisir du voyage, il lance : «Au fond, le discours je m'en fiche», sur les 50 de Kreuzwald «pas un n'est venu pour Giscard c'est sûr».

Curieux d'en savoir plus je m'approche d'un petit groupe assis à l'écart autour d'une table. Ils sont venus des environs de Metz eux aussi. La réponse est plus directe : «C'est pour un journal giscardien ?» comme je les rassure, ces fils d'ouvriers, de mineurs ou de petits paysans, déclarent : «On est venu pour Joan Baez, 30 balles c'est moins cher qu'un concert chez nous et

puis venir ici ça change». Il sont quand même déçus d'être si peu à partager ces motivations.

### DES JEUNES GISCARDIENS FACE A LEUR D'ESTAING

Remontant dans les rangs plus fournis, je tombe sur un jeune giscardien de Bolbec (Seine-Maritime). Il fait partie d'un club, animé par le neveu du député UDF local et qui rassemble aussi bon nombre d'étudiants de médecine. Le club organise des rencontres avec les personnalités locales, cette fois il a rempli presque deux cars pour le Bourget. Notre jeune normand est fils d'un moyen agriculteur (50 ha, 50 vaches laitières). Il est préoccupé par la taxe laitière qui entame le revenu familial et l'augmentation de la taxe professionnelle qui amène le chômage dans les petites

scieries. «Quelque fois c'est la faute à Giscard», reconnaît-il, mais souvent «ce sont les patrons qui devant les manifestations répétées en ont assez de continuer». Sur les 70 de ses compagnons de voyage, selon lui 30 sont vraiment motivés et espèrent pouvoir, après ce discours, «résoudre certains problèmes».

Contrairement à leurs voisins de Kreuzwald, la centaine de jeune messins est dans l'ensemble intéressée par les thèmes du dialogue même si une bonne partie d'entre eux est venue pour le spectacle. Parmi eux beaucoup d'enfants de petits entrepreneurs, désireux d'en savoir plus sur les questions culturelles, sur les «droits de l'homme»...

M'ayant remarqué, la responsable du comité d'Aix vient me faire part de son enthousiasme. L'action de choc de ce comité d'étudiants (sciences politiques - droit - sciences économiques) a été l'organisation de la rencontre d'artistes locaux de tous horizons : peintres, écrivains, cantatrice.

### CE MOUVEMENT QUI AURAIT BIEN VOULU S'APPELER «AUTREMENT»

Les jeunes giscardiens, contraints par la justice d'abandonner leur intitulé «Autrement» usurpé à la revue du PS, se sont encore montrés totalement dénués d'imagination en s'appelant «Mouvement des jeunes giscardiens». Ils revendiquent 140 comités. A leur tête une petite équipe nationale de 10 à 12 membres.

Une responsable parisienne me précise comment s'est préparé le rassemblement du Bourget. Il s'agissait de réunir 10 000 personnes, des quotas ont alors été fixés par région. Sur Paris le quota n'était que de 80, la perspective du voyage au Bourget n'étant pas très atayante et le spectacle Joan Baez pas très original pour les jeunes parisiens — chargée des questions lycéennes — cette jeune giscardienne du 8e arrondissement de Paris annonce fièrement que son comité a obtenu une prolongation d'1 demi heure pour les épreuves d'histoire-géographie au bac. Une belle preuve que le Mouvement des jeunes Giscardiens conçoit les choses autrement. Bien sûr pas autrement que Giscard.

D.D.

## Club de la presse : Mauroy pour Rocard

«Mes amis et moi-même apporterons notre soutien à Michel Rocard». La déclaration de Mauroy n'est qu'une demie-révélation mais marque une nouvelle étape dans la bataille des candidats à la candidature au sein du PS. Le maire de Lille a justifié sa prise de position par la récente annonce d'une possible candidature Joxe — et du refus de Mitterrand de mieux marquer ses distances vis-à-vis du PCF.

Deux obstacles gênent une candidature Rocard : le fait que ce dernier ne fasse pas partie de l'actuelle direction du PS et la logique qui voudrait que le projet socialiste présenté à l'origine par Chevènement et adopté il y a peu soit le programme du candidat PS en 1981. Mauroy a esquissé les deux questions en ne faisant de l'opposition entre majorité et minorité qu'une question de nuances et en estimant le projet socialiste trop général pour servir une candidature.

## Delarue candidat en 81 : c'est définitif

C'est désormais officiel et définitif : Jean-Claude Delarue, animateur de SOS-Environnement, sera candidat aux présidentielles de 1981. Il a annoncé rapidement sa candidature afin de «doubler» le Mouvement d'Écologie Politique qui, après l'avoir exclu, envisageait, et envisage toujours, de présenter un candidat. La question qui se pose maintenant est donc de savoir combien de candidats écologistes se présenteront sur la ligne de départ : Delarue, un représentant du MEP, Garaudy, et qui encore ? Mais peut-être les nouveaux filtrages mis en place par le pouvoir abou-tiront-ils à ce qu'il n'y ait aucun candidat vert...



# Nettoyeurs du métro : près de 100% de grévistes

## Appel à l'action dans l'ensemble de la manutention ferroviaire

Où en est la lutte des nettoyeurs du métro parisien en ce début de semaine ? C'est maintenant presque 100 % des travailleurs qui ont arrêté le travail. Par ailleurs, lundi, la FGTE-CFDT devait appeler à l'action l'ensemble des net-

toyeurs du métro parisien après le week-end qui vient de s'écouler ?

Ces derniers jours et notamment la fin de la semaine aura été consacrée entre autres à la popularisation et à l'explication du conflit en cours, en direction des usagers d'une part, de la presse d'autre part.

En ce qui concerne les usagers, les grévistes jeudi, organisaient une « journée de popularisation dans le métro » dans une dizaine de stations parmi les plus passagères et aux heures de pointe (midi, 17 heures). Des groupes de grévistes avec des militants

français ont expliqué les raisons de leur conflit aux usagers. Ces derniers ont en général bien accueilli les explications des grévistes qui ont rappelé leurs deux principales exigences.

### RAPPEL DES REVENDICATIONS

1. Ils refusent la politique de restructuration de la RATP engagée depuis juillet 1979 qui a pour conséquence la diminution des opérations de nettoyage dans les stations, véritable politique d'un métro sale, politique qui aura entre autres pour conséquence, la non garantie de l'emploi

toyeurs de la manutention SNCF dans toute la France. C'est dans ce cadre d'une incontestable solidité du mouvement que devait avoir lieu lundi soir, une rencontre direction-syndicats sous l'égide de l'inspecteur du travail.

à partir de 1981.

La seconde revendication est un salaire minimum de 2 800 F nets pour tous : 80 % des grévistes touchent un salaire horaire de base inférieur au SMIC.

Le deuxième point concernant la popularisation a consisté en une conférence de presse, vendredi, au siège de la confédération CFDT.

Là encore fut montré en quoi la diminution des opérations de nettoyage dans le métro (diminution du nettoyage des couloirs, des panneaux publicitaires, etc.) aurait des conséquences à la fois pour la santé des usagers et des nettoyeurs : pollution de l'air

supplémentaire par l'accumulation des poussières qui sont projetées par la ventilation, sans compter la prolifération des rongeurs (rats, souris), développement des moustiques et insectes aussi dans une station comme Nation par exemple.

Des précisions ont été données en ce qui concerne la seconde principale revendication à l'origine du mouvement qui dure depuis une semaine c'est-à-dire les salaires : en mars 1980, actuellement donc, le salaire horaire de base d'un balayeur de jour (catégorie 2) était inférieur de 2 % au salaire horaire du SMIC pour la même période (SMIC : 13,37 F). En janvier 1980, ce salaire était de 1 % inférieur au taux horaire du

même SMIC qui était de 12,93 F.

### QUASIMENT 100% DE GRÉVISTES

Au travail de popularisation, les grévistes ces tous derniers jours ont accordé une importance particulière également au ralliement au mouvement de leurs camarades qui étaient encore au travail sur les quais. Ce travail de sillonnage quotidien et systématique du métro a été payant puisqu'on peut dire qu'en gros, depuis samedi, c'est pour ainsi dire 100 % des nettoyeurs du métro qui sont dans la lutte! La seule entreprise - parmi la douzaine qui travaille pour la RATP - qui n'était pas encore en grève, « La Ferroviaire » l'est désormais.

S'ajoute à ce renforcement interne du mouvement, le fait que depuis la fin de la semaine, une des

deux entreprises qui assure le nettoyage des wagons du métro est également en lutte aux côtés des nettoyeurs, notamment pour une augmentation substantielle des salaires.

Au renforcement du mouvement sur Paris, c'est la question de l'élargissement national qui est maintenant envisagé.

A ce propos, c'est ce lundi que la fédération FGTE-CFDT appelait à l'action les travailleurs de la manutention ferroviaire SNCF et ce nationalement.

Lundi soir, conséquence de la bonne santé du mouvement, devait avoir lieu une rencontre sous l'égide de l'inspection du travail, entre le syndicat CFDT et la direction de la manutention ferroviaire.

Richard FEUILLET

## ● Contre la restructuration des Postes ● Pour les conditions de travail, l'emploi Montpellier : 18e jour de grève pour les facteurs La lutte s'étend au département

Depuis le 13 mars, les facteurs sont en grève à l'appel unitaire de leurs trois syndicats (CGT, CFDT, FO), grève suivie à près de 100 % à la Paillade et à plus de 80 % à Montpellier. Le motif : alors que les facteurs étaient encore pour la suppression de la tournée de l'après-midi, mesure touchant le centre-ville, l'administration restructure toutes les tournées y compris celle de « banlieue » (La Paillade, etc.). Exemple : un facteur qui avait 25 minutes de « manque » dans sa tournée, se voit attribuer 300 usagers en plus. Ces mesures entraînent donc la suppression de douze tournées et onze heures d'auxiliaires, ce qui correspond à quinze unités. Au cours des négociations menées durant les quinze jours de grève, la direction pronait cinq unités, plus des heures, mais tout cela en réserve au cas où les besoins se feraient sentir et ces réserves peuvent en fait être attribuées à n'importe quel service (tri, paquets, etc.). La revendication des grévistes c'est la garantie de six tournées fermes et l'administration refuse cela.

Quelle était la situation vendredi matin, lorsque la direction a embauché quarante auxiliaires pour trier par ordre alphabétique, les un million et demi de lettres en attente, et les répartir dans divers bureaux de postes où les usagers pourraient les retirer à partir de mardi 1er avril ? La direction, en fait, embauche des jaunes pour casser la grève et l'on peut voir des directeurs et inspecteurs trier avec eux. De plus, à la Paillade (secteur de banlieue) elle interdit aux grévistes l'entrée des locaux, leur empêchant même de prendre des affaires personnelles dans leur casier.

La colère est grande devant cette tentative de briser la grève, colère chez les facteurs, mais aussi chez tous les postiers, et vendredi à 11 heures, les syndicats déposent un préavis de grève sur le département. Mais dès midi, les guichets de la

recette principale et du tri Rondelet entrent en grève, les guichets Polygone suivront dans l'après-midi. Une manifestation amène les grévistes à la préfecture, où le préfet se contente d'enregistrer leurs revendications comme d'habitude.

### LES CCP LUNDI DANS LA GREVE

Samedi matin, avant 6 heures, à Rondelet, à 6 h 30 à la Paillade, les facteurs expliquent la situation à leurs collègues (ceux des colis, des recommandés, etc.) : « On ne peut accepter ça », « On est avec vous » entend-t-on dans les conversations.

7 heures du matin : les facteurs et les autres grévistes vont dans les divers bureaux de poste. A la Paillade, on discute à nouveau. Finalement, le bureau sera fermé dans la matinée, gri-

les baissées. En fait, c'est la plupart des bureaux qui fermeront samedi matin.

En embauchant 40 personnes pour briser la grève, l'administration vient de soulever une pierre qui lui retombera sur les pieds. Dès lundi, les CCP (Centres de Chèques Postaux) seront en grève. Un rassemblement des postiers est prévu à 10 heures à Rondelet. Béziers, Sète, suivront.

### INTRANSIGEANCE DE L'ADMINISTRATION

L'administration ne veut pas céder sur six emplois, car ce serait un frein à sa politique de restructuration prévoyant 3 000 suppressions de poste dans la distribution en France. A Montpellier, elle voulait commencer à appliquer ce plan, mais elle se heurte à la détermination des facteurs et maintenant de tous les postiers unis autour d'eux.

Les facteurs se battent pour l'emploi, contre la dégradation des conditions de travail, pour un meilleur service des usagers. Ils sont conscients de la gêne qu'ils entraînent, mais leur lutte va dans l'intérêt de tous. Montrons leur notre solidarité, en expliquant leur lutte, en montrant les tentatives de briser leur mouvement, en les soutenant financièrement. Autour des facteurs, solidarité. La lutte doit payer !

Correspondant MONTPELLIER

## Entreprise d'alimentation SODIM (Aix-en-Provence)

# Grève pour les conditions de travail, les salaires, les libertés syndicales et l'embauche des intérimaires

Depuis jeudi, les travailleurs de l'entreprise SODIM de la Zone industrielle des Milles, sont en grève dans leur grande majorité, dans les secteurs de la manutention. Nombreux étaient ceux qui, d'ailleurs, n'ont jamais suivi des mouvements de grève auparavant. Les revendications : amélioration des conditions de travail et respect des libertés individuelles et syndicales, des salaires qui tiennent compte du coût de la vie, embauche des intérimaires (en mars, il y en avait 36 sur 159 titulaires).

Tout est fait pour briser la grève : en effet, de puis jeudi matin qu'ils sont en grève, les travailleurs savent que la lutte va être dure. Tous les moyens sont utilisés par la direction pour faire pression, intimider les travailleurs et pour organiser d'autres moyens de ravitailler les magasins. Jeudi, c'est un constat d'huissier qui a été fait à la demande de la direction puis le soir, c'était purement et simplement le déplacement de responsables du commercial et du personnel de maîtrise qu'on expédia la nuit à Marseille.

Vendredi c'est le magasin SODIM de St-Joseph à Marseille qui se transforme en entrepôt annexe. On y embauche des intérimaires et on les fait charger des marchandises périssables pour être distribués sur les autres magasins. C'est également vendredi à 16 h le procès de quatre délégués (deux CFDT, deux CGT) dont le compte-rendu exige des grévistes qu'ils quittent les lieux de l'occupation à

partir de ce lundi à 12 h, avec possibilité d'intervention des flics. Samedi, les travailleurs devant les grilles de l'entrepôt attendront la venue des flics et de l'huissier qui ne viendront pas.

### POUR FAIRE CÉDER LA DIRECTION, PARALYSER L'ENTREPÔT

Voilà qui faisait dire à un militant syndical, que cette fois-ci, ils tenaient le bon bout. En effet, car contrairement à 1978 (dernière grève importante à SODIM) les gars ont fermé la porte de l'entrepôt et rien ne rentre, ni ne sort en marchandises.

De plus, il a été précisé aux intérimaires qui sont très nombreux à y travailler qu'il n'était pas question qu'ils rentrent. Fait à noter, c'est qu'une des revendications mise en avant par l'intersyndicale CGT-CFDT est la régularisation des intérimaires qui ont cumulé trois mois dans l'entrepôt. Vendredi, les grévistes,

à l'unanimité, exigeaient des non-grévistes, qu'ils restent à l'intérieur de l'entrepôt.

### DISCUTER DES PERSPECTIVES D'ACTION IMMÉDIATES

Pour les travailleurs qui étaient sur le parking samedi, il n'était pas question de parler de reprise lundi.

Ce qui se pose donc, c'est la question de la poursuite. Il ne peut pas être question que de la marchandise sorte de l'entrepôt. Mais aujourd'hui, il va se poser plus ouvertement que jamais la question de la popularisation, autant sur la zone industrielle que sur les zones environnantes.

Déjà, samedi, un certain nombre de syndicalistes CGT et CFDT d'autres entreprises étaient présents sur les lieux de la grève. Il va être nécessaire également de poser la question de l'organisation du soutien financier. Demander aux clients des magasins SODIM, de boycotter durant la grève. Il faudra examiner également si la seule fermeture suffit ou si la direction parvient à généraliser le passage des marchandises directement du fournisseur aux magasins, surtout à la veille de la période de Pâques.

Correspondant Aix-en-Provence.



# Afghanistan : nouvelles manifestations dans les villes contre l'occupant

Cinq semaines après la précédente grève générale, le bazar de Kaboul se mobilise à nouveau contre l'occupant soviétique et ses valets locaux. Un mot d'ordre de la grève générale jusqu'au départ des troupes soviétiques a même été lancé. C'est au cri de «Allah akbar», cri de ralliement de la résistance islamique, qui retentit aussi en Iran en 1978, que les habitants de Kaboul et d'autres grandes villes du pays sont montés sur les toits des maisons, exprimant ainsi leur haine du régime de l'occupant. Les rafales tirées par les troupes soviéto-afghanes n'ont pas atténué la colère populaire.

Selon l'organisation de résistance «Hezbi islami», 1 200 détenus d'une prison de la province de Kunduz ont été libérés par la résistance, et deux mutineries auraient eu lieu en une semaine dans la garnison de Kaboul. Un autre mouvement de résistance signale la désertion de 600 soldats près de Kandahar, dont la moitié serait spécialisée dans la défense anti-aérienne. Si ces derniers ont emmené avec eux leur matériel, ils pourraient être d'un précieux secours à la résistance. Jeudi soir, soit trois mois jour pour jour après l'invasion soviétique de l'Afghanistan, la télévision soviétique a tenu à célébrer cet anniversaire à sa façon. Les téléspectateurs soviétiques ont ainsi pu voir sur leur petit écran des images d'un convoi de leur armée



Cinq semaines après la précédente grève générale, le bazar de Kaboul est à nouveau mobilisé contre l'occupant.

attaqué par la résistance sur la route Kaboul-Djalalabad. En guise de conclusion, le commentateur a déclaré que «ce genre d'action nécessitait le maintien des troupes soviétiques en Afghanistan». Si on fait le lien entre cet événement et le démenti apporté par l'agence Tass aux déclarations du ministre iranien des Affaires étrangères selon lesquelles

l'URSS aurait accepté le principe des négociations régionales sur la situation en Afghanistan; Moscou est loin d'accepter un règlement politique du conflit et s'acharne à imposer sa «solution» militaire qui passe par la tentative d'extermination du peuple afghan.

Frank ROUSSEL

## Echec de la manoeuvre américaine pour associer la Jordanie aux négociations israélo-égyptiennes

L'administration américaine a «vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué», en annonçant un peu à la légère la visite de Hussein de Jordanie pour le 17 avril prochain, au moment même où Sadate et Begin s'entretenaient avec Carter sur les suites à donner à Camp David. Alors que toutes les démarches de la diplomatie US pour tenter d'associer la Jordanie au règlement américain au Proche-Orient avaient échouées, les stratèges de la Maison-Blanche ont imaginé qu'ils pourraient réussir en invitant Hussein de Jordanie au moment même où Sadate et Begin seraient eux-aussi à Washington. Cette grossière opération visant à forcer la

main à la Jordanie a échoué lamentablement : l'ambassade de Jordanie à Washington a rapidement fait savoir que le roi Hussein ne se rendrait pas aux Etats-Unis le mois prochain, et qu'aucune date n'avait encore été retenue pour cette visite. Selon la version officielle américaine, ce nouvel échec de la diplomatie US s'explique par une mauvaise coordination entre les services de la Maison-Blanche, et ceux du département d'Etat. Celui-ci aurait choisi la date du 17 avril car il ignorait qu'à la même date les chefs d'Etat égyptien et israélien se trouveraient dans la capitale. Des explications peu convaincantes, c'est le moins qu'on puisse

dire lorsque l'on sait que la Maison-Blanche a donné son accord sur cette date, peu de temps avant d'annoncer la visite de Sadate et de Begin... Le roi Hussein, alors qu'il effectuait au moins une visite annuelle aux Etats-Unis, il y a quelques années ne s'y est pas rendu depuis avril 1977. Ce changement d'attitude à l'égard des Etats-Unis resté constant depuis, s'explique par un refus continu de se voir impliqué de quelque manière que ce soit dans les négociations américaines de Camp David condamnées par Aman.

Frank ROUSSEL

# San Salvador : hommage populaire pour l'«archevêque des pauvres»

La veille des obsèques de Monseigneur Romero, assassiné par un commando fasciste, des dizaines de milliers de Salvadoriens avaient tenu à rendre un dernier hommage à celui qui est mort pour s'être élevé contre la répression sauvage de la junte au pouvoir et avoir choisi le camp du peuple. Vingt prêtres, religieux et séminaristes ont suivi l'exemple de l'archevêque de San Salvador et ont entamé une grève de la faim. Ils réclament «la fin de la répression contre le peuple». D'autre part, trois ministres démocrates-chrétiens ont démissionné du gouvernement salvadorien pour ne pas «participer à une guerre» dans laquelle ils ne voulaient «absolument pas être impliqués». Deux des ministres démissionnaires indiquent que des responsables militaires ont déclaré se considérer «en état de guerre et que les civils passent au second plan». Nous publions aujourd'hui des extraits d'une interview que Monseigneur Romero a accordé à une station de radio américaine deux jours avant d'être assassiné. Il y exprime ses accords et ses désaccords avec les organisations populaires en se situant résolument aux côtés de son peuple en lutte.

*L'administration Carter veut accorder au San Salvador une aide de 55 millions de dollars, dans le domaine économique et dans ce que les officiels américains appellent l'aide militaire «indirecte». Quel est votre réponse à cette offre ?*

Nous apprécions cette aide, mais les conditions dont elle est assortie décideront de l'accueil que nous y ferons. Ce qui est important pour nous c'est que cette aide ne soit pas utilisée pour réprimer notre peuple. L'aide ne doit pas amener une intervention militaire américaine contre notre peuple. Si ces conditions ne sont pas respectées, cette aide ne sera pas la bienvenue.

*Récemment, la junte civilo-militaire a promulgué une loi sur la réforme agraire. Certaines criti-*

*ques font le reproche qu'elle est utilisée pour camoufler une recrudescence de la répression dans les campagnes.*

La réforme agraire est une bonne chose. Elle a supprimé les propriétés de plus de 1 200 acres qui doivent être redistribuées au peuple. En elle-même c'est une bonne chose. Mais le danger est que l'état de siège accompagne la réforme, sensé écarter ceux qui s'opposeraient à l'application de la réforme. Mais, en réalité, la répression contre le peuple a augmenté considérablement. Dans les zones qui ne sont pas concernées par la réforme, l'armée est active pour y réprimer la population. Les gens fuient la campagne pour se rendre dans la capitale ou dans les montagnes pour y trouver refuge, car si les forces de sécurité les découvrent la nuit, ils seront tués (...).

La réforme agraire est une bonne chose en soi, mais elle est accompagnée par la torture et la répression qui la détournent de son but initial et de toute façon, la réforme n'a pas l'appui du peuple. Je ne peux pas vérifier la façon dont s'exerce la répression sur chaque organisation, mais depuis que la réforme est mise en place par les forces armées, le peuple craint que cela mène à la militarisation de la campagne (...). Dans la plupart des cas, la répression ne résulte pas d'une provocation. En réalité, il existe un plan qui vise à détruire les organisations populaires. Les dirigeants des syndicats et d'autres organisations populaires sont systématiquement persécutés. Les organisations populaires traduisent les aspirations populaires. Les revendications du peuple sont justes. Mais, parfois, la colère populaire va trop loin et il se produit des actes de violence que je réprouve.

*L'administration Carter pense que si le peuple du San Salvador ne soutient pas la junte, ce sera le chaos.*

Ce ne sont pas les deux seules alternatives. Les Etats-Unis écartent l'alternative que représente le peuple qui est déjà engagé dans un processus de libération.

Frank ROUSSEL

Traduction QdP

## Martinique : maintien des gendarmes mobiles

Les gendarmes mobiles envoyés il y a plus de trois semaines à la Martinique pour s'opposer au mouve-

ment de grèves et de manifestations qui secoue l'île seront maintenus sur place, malgré la revendication des syndicats qui réclamaient leur départ. Cette décision exclue aux yeux des syndicats toute possibilité de discussion avec les «pouvoirs publics». Elle ressemble fort à une provocation, alors que les syndicats préparent la grève générale prévue pour le 17 avril prochain. D'autre part, quelques jours après les déclarations du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM qui accusait Cuba d'apporter un «appui financier et politique... aux indépendantistes de la Martinique», Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a rencontré Fidel Castro. Le chef d'Etat cubain a déclaré à cette occasion que Cuba «n'était pas intervenu et n'interviendrait en rien» dans les affaires intérieures françaises.

Du côté français, on indique que la rencontre s'est effectuée dans un «très bon climat de confiance et de compréhension».

## Somalie : Syaad Barre déclare avoir donné son accord à l'utilisation par les Etats-Unis de la base se Berbera

Dans une interview accordée au quotidien américain *International Herald Tribune*, le président somalien, Syaad Barré, confirme avoir donné son «accord de principe» à l'utilisation par les Etats-Unis de la base de Berbera ? Mais, ajoute-t-il «ils ne nous ont rien offert de tangible en échange».

*Nous avons demandé une assistance dans de nombreux domaines : économique, diplomatique et militaire. Mais nous n'avons reçu aucune réponse.* La base de Berbera avait été mise à la disposition des Soviétiques jusqu'à la rupture avec l'URSS en 1977.

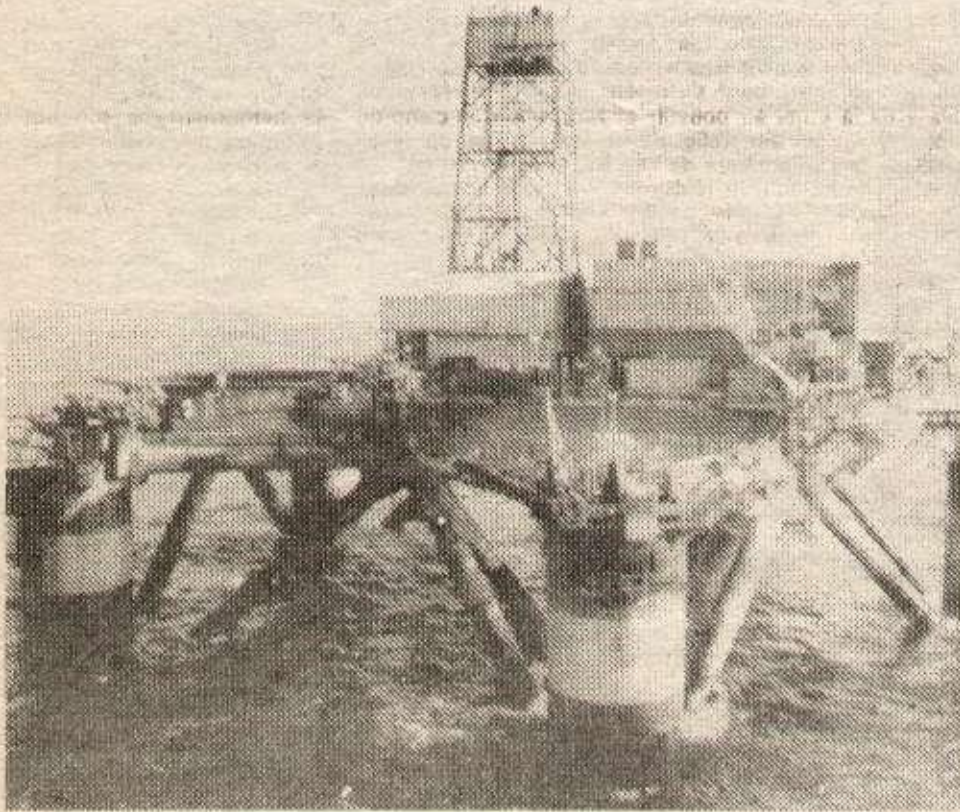
## Maroc : à l'issue de sa visite, Hassan II achète une centaine de blindés à la France

Rien n'a filtré des entretiens qui se sont déroulés à plusieurs reprises entre Giscard et Hassan II, et qui ont abordé entre autres sujets : la situation au Proche-Orient et les problèmes d'Afghanistan et d'Iran, ainsi que le Sahara Occidental. Le Maroc a pas-

sé commandé à la France d'une centaine de véhicules blindés AMX-10-RC. Par ailleurs, les Etats-Unis vont fournir au Maroc des missiles air-sol «Maverick» qui équiperont les avions F-5 qui seront livrés à l'armée marocaine dans quelques mois.



# Ekofisk : « une plateforme particulièrement sûre » ?



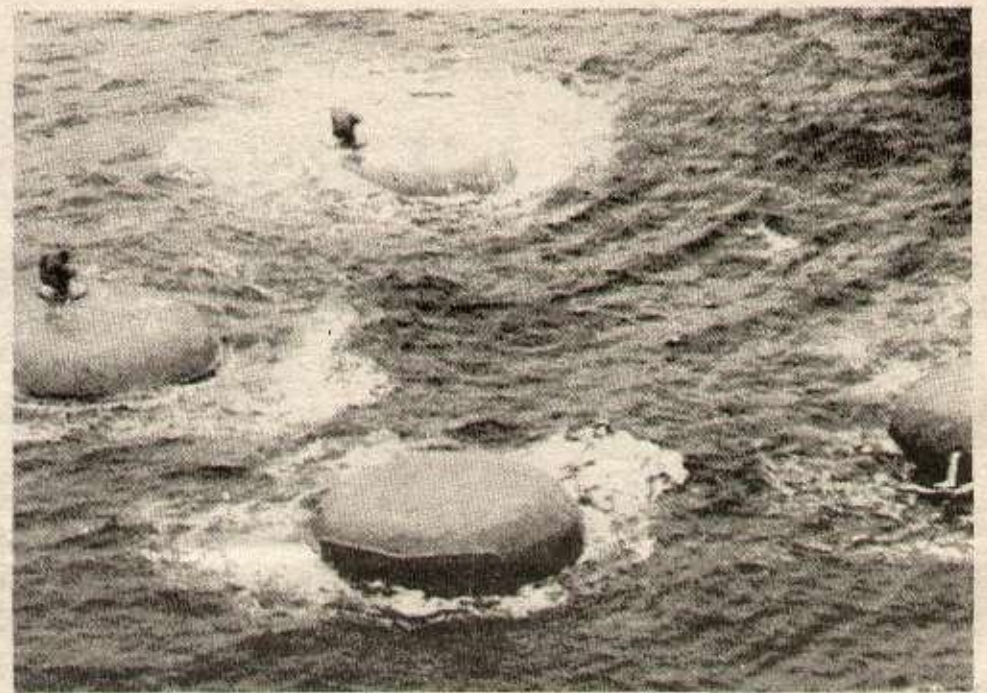
Une plate-forme « particulièrement sûre », c'est en ces termes, qui apparaissent aujourd'hui tragiquement témoins, que les techniciens constructeurs parlaient de la plate-forme Kielland. Construite à Dunckerque, en 1976, par la Compagnie Française d'Entreprises Métalliques, elle était en principe conçue pour résister à des vagues de trente mètres de haut, et pour rester en équilibre, même si un des cinq piliers venait à lâcher. Au moment où les ouvriers du champ pétrolifère d'Ekofisk ont été engloutis dans la mer, les conditions climatiques n'étaient certes pas bonnes, mais on était loin de vagues de trente mètres. Les creux étaient de six mètres. Et surtout, comment a-t-il pu se faire que cette énorme construction se retourne littéralement ?

Ces questions sont pour l'instant sans réponse. Il est à peu près certain que la tempête n'est pas responsable de l'accident. Par contre, elle a rendu les secours beaucoup plus difficiles. La rapidité avec laquelle la plate-forme a pris une gîte de 45 degrés a empêché bon nombre d'ouvriers de mettre les combinaisons de survie, et de mettre des chaloupes à la mer. L'eau glacée, a tué très vite beaucoup de victimes qui étaient déjà fatiguées par douze heures d'un travail particulièrement dur. La brume épaisse, les vagues ont rendu plus aléatoires les recherches des marins anglais.

Des plates-formes de la même série, les Pentagone, il en existe onze. Elles étaient réputées sûres, de par leur technologie : pour soustraire la plate-forme à l'action du vent, on avait immergé les flotteurs. On disait qu'elles pouvaient

résister à des cyclones. Certains mettent aujourd'hui en avant que trois étages avaient été ajoutés pour le logement, et que ces constructions en hauteur augmentaient la prise du vent. D'autres parlent d'erreur humaine, de fausse

manœuvre qui aurait pu modifier la tension des armatures. Ces hypothèses ne convainquent personne, car elles sont insuffisantes pour expliquer que la plate-forme se soit retournée. En attendant les résultats de la commission d'en-



quête, les autorités norvégiennes ont suspendu l'extraction du pétrole sur le champ d'Edda. L'arrêt de l'ensemble d'Ekofisk n'était pas exclue. D'autant qu'il y a déjà eu la terrible éruption du puits Bravo en 1977. Pour les 10 000 hommes qui travaillent et vivent sur la centaine de plateformes de la mer du Nord, on peut imaginer quelle angoisse peut être la leur aujourd'hui. Déjà, confrontés quotidiennement à un milieu hostile, à des conditions de travail très dures, à l'isolement 15 jours d'affilée par mois, ils ont aujourd'hui le sinistre tableau d'un énorme pilier arraché de la plate-forme remonté en surface, et la peur d'autres accidents semblables. Devant cette catastrophe, certains vont parler d'Ekofisk comme d'un champ maudit ou rappeler la terrible rançon des mineurs tués par le grisou, comme prix du progrès des prouesses

technologiques de l'homme. Dans les deux cas, une sorte de fatalité, de toutes façons. « Nous sommes incapables d'imaginer comment cette défaillance a pu survenir », dit-on à la direction de la CFEM, et ailleurs. La cause

de cette catastrophe n'est peut-être pas unique, elle n'est peut-être pas simple à déterminer. Mais on ne peut en rester là, quand la vie de milliers d'hommes est en jeu.

M. C.

## La mer du Nord : la région pétrolifère d'Europe la plus riche

Les réserves découvertes en mer du Nord, gaz et pétrole, sont estimées à 5 milliards de tonnes d'équivalent pétrole minimum. On parle de 12 à 13 milliards de tonnes. L'an dernier, l'ensemble des gisements en exploitation avait fourni à peu près 100 millions de tonnes de pétrole, et 20 milliards de mètres cubes de gaz.

Les recherches en mer du Nord ont été entreprises à partir de 1963, à la suite de la découverte d'un gisement de gaz en Hollande, gisement qui se poursuit sous la mer. En 1969, était découvert le gisement d'Ekofisk, et en 1971 celui de Frigg.

# Contrôles d'identité : les commissaires veulent continuer tranquillement

Ces derniers temps, la pratique des contrôles d'identité systématiques, en particulier dans le métro, fait couler beaucoup d'encre. Surtout depuis l'inculpation du commissaire principal de Dole, Claude Boillot, pour « complicité de détention illégale », à la suite d'un transport forcé au commissariat des quatre passagers d'une voiture qui refusaient de laisser contrôler leur identité. D'autres inculpations ou menaces d'inculpations concernent d'autres affaires. Il n'en a pas fallu plus pour que les commissaires de police, inquiets devant ces procédures dont ils se croyaient à l'abri, déclarent qu'ils faisaient désormais la grève des contrôles. Une grève qui peut momentanément laisser souffler les travailleurs immigrés, premières victimes de ces pratiques, mais dont l'objectif n'est autre que la légalisation complète des contrôles d'identité systématiques !

En effet, vous n'êtes pas, sauf dans des cas prévus par la loi, tenu de présenter votre carte d'identité. Vous n'êtes même pas tenu d'en posséder une ! Alors, dans les écoles de police, on apprend aux novices l'art et la manière d'arriver à leurs fins.

### L'ART DE SE FAIRE OUTRAGER

« Face au mutisme du contrevenant ou au refus de ce dernier, exprimé par la façon nullement outragante de décliner son identité, l'agent de police agira avec doigté... Le refus du contrevenant pourra le plus sou-

vent être vaincu par la persuasion. Au cas contraire, l'agent de police judiciaire pourra alors parfois, selon les circonstances du fait, et en appréciant celles-ci avec prudence, se considérer comme étant outragé, ce qui justifiera alors la conduite coercitive devant l'officier de police judiciaire... De tels textes, malgré toutes les précautions qui sont prises, ne sont en fait rien d'autre qu'une véritable incitation à rechercher l'outrage. Ce qui, pour un policier moyen, n'est en général pas difficile à trouver. Cela arrive tous les jours, la liste est sans doute fort longue des personnes se retrouvant

pour des babioles avec une menace d'inculpation pour outrage à agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions.

### EN MARGE DE LA LEGALITE

Légalement, le contrôle d'identité est une procédure définie par le code de procédure pénale, il est possible dans le cadre des missions de la police judiciaire, dans deux cas : flagrant délit et enquête préliminaire. Il doit être effectué par des officiers de police judiciaire. On pourrait croire que c'est relativement simple. Mais dans les faits, c'est assez flou. D'une part, parce que la distinction entre police administrative et police judiciaire n'est pas toujours facile à faire : les mêmes policiers agissent dans les deux cadres, selon les circonstances. D'autre part, parce que le contenu précis des mesures de contrôle d'identité n'est pas précisé par le code.

Un flou qui a servi, dans les faits, à développer des pratiques nouvelles, sans réel cadre légal. Il y a eu les opérations coups de poing qui a rendu célèbre Ponia-tovskij : pas de flagrant délit,

pas d'enquête préliminaire, et pourtant des contrôles d'identité systématiquement effectués. Il y a eu aussi l'énorme ratissage dont l'enlèvement du Baron Empain a servi de prétexte : opérations faites sous le couvert de flagrant délit, dont l'extension a été pour le coup singulièrement étendue. Enfin, dernier exemple, les opérations de contrôle systématique dans le métro à Paris, qui visent principalement les jeunes et les immigrés, et qui se sont considérablement accrues avec le durcissement de la politique gouvernementale contre les immigrés. Tout cela, en fait, n'a rien de légal.

### JUSTIFIER PAR AVANCE TOUTES LES PRATIQUES ABUSIVES

Et comme d'habitude, devant ces abus de droit, une bonne partie des commissaires de police demandent tout simplement d'ajuster le droit à la pratique. On se souvient que certains policiers avaient carrément demandé aux législateurs de créer pour les policiers une présomption de légitime défense. D'autres, lors de leur congrès de Biarritz en octo-

bre dernier, réclamaient comme « indispensable de légaliser toutes ces rétentions de ressortissants étrangers ». Et ils ajoutaient : « Les commissaires estiment se trouver dans l'obligation de lancer un appel au pouvoir législatif, afin que les lois soient votées, pour que les actions de la police, commandées par les faits et les nécessités, soient en conformité avec le droit ».

### PLUS POSSIBLE DE REFUSER...

Concrètement, c'est la légalisation par avance de toutes les bavures qu'ils réclament, de même que, par cette grève des contrôles d'identité, le droit de faire tous ceux qu'ils veulent, sans risquer d'avoir des ennuis avec des « récalcitrants ». A l'heure où le gouvernement met en route un programme d'information

un programme d'information des cartes d'identité et des titres de travailleurs immigrés, au moment où des dizaines d'étrangers sont expulsés chaque jour, cette revendication est parfaitement intolérable.

Monique CHERAN



Mike Barry, envoyé spécial de la Fédération internationale des Droits de l'Homme confirme :

# L'URSS emploie napalm et gaz toxiques en Afghanistan !

Réalisé par Claude LIRIA



Les résistants afghans de la vallée du Khunar avant l'offensive soviétique meurtrière de février 1980. Au centre du pays, l'armée soviétique utilise une autre arme, la même que les Vietnamiens au Cambodge : l'arme de la famine contre plusieurs milliers de Hazaras encerclés et démunis de tout.

Qui a oublié les manifestations dans diverses capitales du monde, il y a une dizaine d'années pour protester contre la guerre américaine au Vietnam ? Une guerre injuste, une sale guerre menée par l'impérialisme américain, avec son triste cortège de crimes : anéantissements de villages, regroupements des paysans dans des camps de concentration dits « hameaux stratégiques », camps de sinistre renommée comme celui de Poulo Condor avec ses « cages à tigre », et encore le napalm, les défoliants, les gaz toxiques.

Aujourd'hui, d'autres peuples (ou les mêmes) connaissent les mêmes horreurs, subissent les mêmes crimes de guerre. Ils s'appellent peuples afghans, cambodgien, érythréen... Oh ! nous ne voulons pas ici absoudre les crimes de l'un en condamnant les crimes de l'autre. Et nous ne délivrons pas de satisfécit de bonne conduite à Carter parce qu'il a prononcé quelques mots en faveur des droits de l'homme. La répression sanguinaire en Amérique Latine (au San Salvador et en Colombie, en ce moment même), les massacres de Bokassa en Centrafrique, ceux de Traoré ces derniers jours au Mali, l'extermination du peuple de Timor par l'armée indonésienne : autant de crimes, autant de sang répandu qui accusent les puissances impérialistes occidentales.

Mais il se trouve qu'aujourd'hui, malheureusement, les guerres injustes contre les peuples et les crimes allant jusqu'à l'utilisation d'armes biologiques formellement interdites par les conventions internationales, ne sont plus l'apanage des seules puissances impérialistes occidentales.

C'est ce que montre l'enquête réalisée par Mike Barry, envoyé spécial de la Fédération internationale des Droits de l'homme, auprès d'une centaine de réfugiés afghans qui venaient d'arriver au Pakistan. Et, pour que les choses soient tout à fait claires et que personne ne puisse tenter de discréditer son travail en insinuant qu'il serait un « agent de la CIA », Mike Barry a tenu à préciser au cours de sa conférence de presse qu'il avait appartenu à une organisation de gauche américaine et qu'il avait milité activement pendant dix ans contre la guerre américaine au Vietnam.

Ethnologue, spécialiste de l'Afghanistan, Mike Barry parle deux dialectes afghans et a donc pu s'entretenir directement avec les réfugiés. Dans notre édition de samedi-dimanche, nous

## Erythrée : la pacification au napalm

On oublie trop souvent la guerre que mène le régime éthiopien de Mengistu contre le peuple érythréen. Là aussi, les militaires soviétiques participent à la répression militaire de masse contre les Érythréens et l'armement de l'armée éthiopienne est entièrement soviétique. Là aussi, le napalm a fait son apparition, tuant sans distinction combattants et civils. (cf photo).

En mars 1979, un quotidien soudanais, relayant une source érythréenne, a même fait état de l'utilisation de bombes à fragmentation (bombes à billes) contre les villages et les maquis. Les bombes à billes, comme leur nom l'indique, sont des bombes de très forte puissance qui explosent en des dizaines de milliers de petites particules. Elles sont essentiellement destinées à causer des dégâts humains plus que matériels.

Leur utilisation au Vietnam en 1974 par les Américains avait soulevé une véritable levée de boucliers. Elle avait été assimilée à un crime de guerre.



Un combattant érythréen brûlé au napalm, fourni par l'URSS à l'armée éthiopienne. Sur l'affiche, on peut lire : Éthiopie : « Socialisme » au napalm.

sons fait état des témoignages décrivant la participation ou la présence de militaires soviétiques aux séances de tortures ou de massacres de prisonniers, depuis le coup d'État de Taraki en avril 1978.

Voici aujourd'hui les témoignages recueillis par Mike Barry, sur l'utilisation de napalm et armes biologiques depuis l'invasion militaire massive de l'URSS il y a trois mois :

« Quand les troupes soviéto-afghanes ont investi la vallée du Khunar dont le contrôle leur échappait jusqu'alors, en février 1980, elles ont massivement utilisé le napalm. Ceci est confirmé de tous côtés, par tous les réfugiés qui arrivent de la vallée. Bien sûr, les paysans n'emploient pas le mot « napalm » pour la bonne raison qu'ils n'en avaient jamais entendu parler. Mais ils parlent de « la bombe jette-feu ». Ils disent : « On dirait de l'essence qui tombe du ciel et qui se met à brûler tout ce qu'elle touche, nos champs, nos troupeaux, nos femmes, nos enfants ».

Mike Barry parle aussi de l'utilisation de trois sortes de gaz toxiques :

« Ils utilisent des incapacitants : ce sont des gaz lacrymogènes, mais très concentrés qui ne sont pas forcément mortels. Mais, à un endroit, ils ont causé la mort de treize personnes par asphyxie.

Ils utilisent des hilarants, dispersés par hélicoptères. Ils dégagent une fumée grise qui provoque des crises de fou rire suivies d'évanouissements.

Ils utilisent aussi des irritants : c'est une sorte de vapeur d'eau bouillante incolore. Lorsqu'elle tombe sur la peau, elle provoque des pustules qui donnent de terribles démangeaisons obligeant les combattants à lâcher leurs armes pour se gratter ».

Mike Barry affirme qu'il a lui-même vu un combattant gazé. Il a demandé aussitôt l'arrivée d'experts et de spécialistes pour l'examiner mais il ne connaît pas le résultat des examens, s'ils

ont eu lieu. Mike Barry raconte aussi que les réfugiés lui ont parlé de petites billes qui collaient à la peau, aux poils, aux cheveux, à la barbe et qui s'enflammaient. Les réfugiés racontent que des enfants les ramassaient et n'arrivent plus à s'en débarrasser, elles brûlent...

Répondant à une question que je lui posais pour savoir si les gaz toxiques utilisés au Cambodge par l'armée vietnamienne étaient aussi utilisés en Afghanistan, Mike Barry répondit qu'il ne savait pas car il n'est pas chimiste. Mais il dit que des réfugiés lui ont parlé de containers lâchés par les Migs, au-dessus des hautes montagnes. Il en sort des nuages d'épaisses fumées qui s'accrochent aux sommets. Mais comme la vallée est trop encaissée, la fumée reste en haut. On ne sait pas s'il s'agit de gaz toxiques ou simplement d'une mesure d'intimidation psychologique...

Le bilan, inutile de le dire, est terrible, après la destruction totale de trois villages de la vallée de Khunar, après les bombardements à l'artillerie et les armes biologiques. Tous les survivants sont partis dans la neige, à travers les montagnes pour gagner le Pakistan. Or, sur 130 à 160 000 habitants que comptait la vallée du Khunar, seulement 37 554 ont pu arriver jusqu'au Pakistan.

Mike Barry cite un chiffre terrible tant il est faible : 11 blessés seulement sur ces 37 554 réfugiés ! Les autres n'ont pas supporté le voyage, ils sont morts en route. Les mères parlent de leurs enfants et de leurs bébés abandonnés dans la neige, des vieillards morts d'épuisement...

Mike Barry estime que cette répression militaire massive et sans distinction a causé des centaines de milliers de morts.

Avec lui, nous ne pouvons qu'exiger l'ouverture d'une commission d'enquête sur place ! Il faut que nos voix s'élèvent pour que cessent ces crimes contre l'humanité, perpétrés par l'armée soviétique d'occupation !

## Expertise en cours sur les gaz toxiques au Cambodge

Depuis l'invasion vietnamienne au Cambodge en janvier 1979, la résistance qu'anime avec succès le gouvernement du Kampuchea démocratique a, à plusieurs reprises, fait état de l'utilisation par l'armée vietnamienne de gaz toxiques de fabrication soviétique, contre des villages résistants ou des régions inaccessibles comme celle de Pailin, à l'Ouest du pays.

Très peu d'échos a été donné à ces informations dans la presse occidentale. Il est évident qu'aujourd'hui, avec l'utilisation d'armes biologiques du même genre en Afghanistan, les affirmations de la résistance cambodgienne ne peuvent plus être considérées comme de la propagande ou de l'intoxication mensongère (ce que pensaient jusqu'ici les mass-médias).

D'ailleurs, il y a une quinzaine de jours, la Croix Rouge Internationale a envoyé un échantillon de sang d'un résistante cambodgien, pour expertise en Suisse. Ce combattant serait mort suite à un bombardement de gaz toxiques par l'armée vietnamienne. Les résultats de l'expertise ne sont pas encore connus.

En tout cas, voici les symptômes tels qu'ils sont décrits par le personnel médical, travaillant au service de la résistance dans les zones contrôlées par le Kampuchea démocratique :

Effets à 500 m du lieu d'explosion de ce obus contenant des substances chimiques toxiques :

A. La survie ne dépasse pas 48 heures, même pour les personnes en bonne condition physique.

Signes avant le décès :

1. Gorge sèche avec sensation de brûlure le long de l'œsophage. La salive devient épaisse.
2. Respiration difficile. Douleur thoracique avec sensation de chaleur. Température à 39 degrés. Refroidissement des extrémités.
3. L'état général s'aggrave. La respiration devient dyspnéique suivie d'un rejet de sang par la bouche, le nez et le rectum, puis survient le décès.

B. Sur ceux qui ont pu être transportés à l'hôpital, on relève les signes suivants avant le décès :

1. Hypersalivation. Douleur abdominale. Sensation de chaleur thocacoque. Respiration difficile.
2. Tous les signes ci-dessus s'aggravent. Le malade s'agite. Refroidissement des extrémités. Vomissements de sang par la bouche. L'hémorragie par le nez puis décès.

C. Observations suite à l'autopsie :

- Plusieurs foyers d'hématomes sur les deux poumons.
- La foie présente également des hématomes.
- Présence de la bile dans l'abdomen.
- Présence de liquide séreux dans le péricarde.